



BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ - CERTIFICAT D'ADDITION

COPIE OFFICIELLE

Le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle certifie que le document ci-annexé est la copie certifiée conforme d'une demande de titre de propriété industrielle déposée à l'Institut.

Fait à Paris, le 16 FEV. 2004

Pour le Directeur général de l'Institut
national de la propriété industrielle
Le Chef du Département des brevets

Martine PLANCHE

INSTITUT
NATIONAL DE
LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE

SIEGE
26 bis, rue de Saint Petersburg
75800 PARIS cedex 08
Téléphone : 33 (0)1 53 04 53 04
Télécopie : 33 (0)1 53 04 45 23
www.inpi.fr

THIS PAGE BLANK (USPTO)



26 bis, rue de Saint Pétersbourg
75800 Paris Cedex 08
Téléphone : 33 (1) 53 04 53 04 Télécopie : 33 (1) 42 94 86 54

BREVET D'INVENTION CERTIFICAT D'UTILITÉ

Code de la propriété intellectuelle - Livre VI



N° 11354*02

REQUÊTE EN DÉLIVRANCE page 1/2

BR1

Cet imprimé est à remplir lisiblement à l'encre noire

DB 540 @ W / 010801

REMISE DES PIÈCES DATE 3 JUIN 2003 LIEU 75 INPI PARIS N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL ATTRIBUÉ PAR L'INPI DATE DE DÉPÔT ATTRIBUÉE PAR L'INPI 3 JUIN 2003		Réservé à l'INPI 1 NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE À QUI LA CORRESPONDANCE DOIT ÊTRE ADRESSÉE Bureau D.A. CASALONGA - JOSSE 8, avenue Percier 75008 PARIS	
Vos références pour ce dossier (facultatif) B 03/1270 FR-LD			
Confirmation d'un dépôt par télécopie		<input type="checkbox"/> N° attribué par l'INPI à la télécopie	
2 NATURE DE LA DEMANDE		Cochez l'une des 4 cases suivantes	
Demande de brevet		<input checked="" type="checkbox"/>	
Demande de certificat d'utilité		<input type="checkbox"/>	
Demande divisionnaire		<input type="checkbox"/>	
Demande de brevet initiale ou demande de certificat d'utilité initiale		N°	Date
		N°	Date
Transformation d'une demande de brevet européen Demande de brevet initiale		<input type="checkbox"/>	Date
		N°	Date
3 TITRE DE L'INVENTION (200 caractères ou espaces maximum) Procédé de fonctionnement d'un système de sécurité pour la protection des personnes et des biens			
4 DÉCLARATION DE PRIORITÉ OU REQUÊTE DU BÉNÉFICE DE LA DATE DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE ANTÉRIEURE FRANÇAISE		Pays ou organisation Date <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> N° Pays ou organisation Date <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> N° Pays ou organisation Date <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> N° <input type="checkbox"/> S'il y a d'autres priorités, cochez la case et utilisez l'imprimé «Suite»	
5 DEMANDEUR (Cochez l'une des 2 cases)		<input type="checkbox"/> Personne morale <input type="checkbox"/> Personne physique	
Nom ou dénomination sociale		ATRAL	
Prénoms			
Forme juridique		Société Anonyme	
N° SIREN		<input type="text"/>	
Code APE-NAF		<input type="text"/>	
Domicile ou siège	Rue	Rue du Pré de l'Orme	
	Code postal et ville	3 8 1 9 0 CROLLES	
	Pays	FRANCE	
Nationalité		Française	
N° de téléphone (facultatif)		N° de télécopie (facultatif)	
Adresse électronique (facultatif)			
<input type="checkbox"/> S'il y a plus d'un demandeur, cochez la case et utilisez l'imprimé «Suite»			

Remplir impérativement la 2^{ème} page



BREVET D'INVENTION CERTIFICAT D'UTILITÉ

REQUÊTE EN DÉLIVRANCE
page 2/2

BR2

REMISE DES PIÈCES DATE 3 JUIN 2003 LIEU 75 INPI PARIS N° D'ENREGISTREMENT 0306690 NATIONAL ATTRIBUÉ PAR L'INPI		Réservé à l'INPI	DB 540 @ W / 010801
Vos références pour ce dossier : <i>(facultatif)</i>		B 03/1270 FR-LD	
6 MANDATAIRE <i>(s'il y a lieu)</i>			
Nom			
Prénom			
Cabinet ou Société		Bureau D.A. CASALONGA - JOSSE	
N° de pouvoir permanent et/ou de lien contractuel			
Adresse	Rue	8, avenue Percier	
	Code postal et ville	7 5 0 0 1 8 PARIS	
	Pays		
N° de téléphone <i>(facultatif)</i>			
N° de télécopie <i>(facultatif)</i>			
Adresse électronique <i>(facultatif)</i>			
7 INVENTEUR (S)		Les inventeurs sont nécessairement des personnes physiques	
Les demandeurs et les inventeurs sont les mêmes personnes		<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non : Dans ce cas remplir le formulaire de Désignation d'inventeur(s)	
8 RAPPORT DE RECHERCHE		Uniquement pour une demande de brevet (y compris division et transformation)	
Établissement immédiat ou établissement différé		<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Paiement échelonné de la redevance <i>(en deux versements)</i>		Uniquement pour les personnes physiques effectuant elles-mêmes leur propre dépôt <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
9 RÉDUCTION DU TAUX DES REDEVANCES		Uniquement pour les personnes physiques <input type="checkbox"/> Requête pour la première fois pour cette invention <i>(joindre un avis de non-imposition)</i> <input type="checkbox"/> Obtenue antérieurement à ce dépôt pour cette invention <i>(joindre une copie de la décision d'admission à l'assistance gratuite ou indiquer sa référence)</i> : AG _____	
Si vous avez utilisé l'imprimé «Suite», indiquez le nombre de pages jointes			
10 SIGNATURE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE (Nom et qualité du signataire)		VISA DE LA PRÉFECTURE OU DE L'INPI	
Gabriel DE KERNIER, b 98 0501 i Conseil en Propriété Industrielle			

**Procédé de fonctionnement d'un système de sécurité
pour la protection des personnes et des biens**

5 La présente invention concerne le domaine de la sécurité des personnes et des biens.

 On connaît déjà des systèmes d'appel à l'aide qui comprennent un objet portatif muni d'un bouton qui, lorsqu'il est sollicité, active, par télécommande, un dispositif de signalisation tel qu'une sirène
10 d'avertissement du voisinage et/ou un transmetteur téléphonique d'avertissement à distance.

 On connaît par ailleurs des systèmes qui permettent à une personne extérieure d'avertir une personne dans son domicile et à cette dernière d'activer, grâce à un bouton, le déverrouillage d'un organe
15 électrique de fermeture d'une porte d'accès dans ce domicile.

 La présente invention a pour but de combiner de tels systèmes afin d'améliorer la sécurité et le confort des personnes dans leur domicile, notamment des personnes âgées à mobilité réduite.

 Pour cela, la présente invention a pour objet un procédé de
20 fonctionnement d'un système de sécurité comprenant un dispositif d'avertissement déclenchable par un organe de commande, d'un organe d'activation d'un dispositif de signalisation et d'un moyen de déverrouillage d'une serrure à commande électrique.

 Le procédé selon l'invention consiste : à activer un organe de
25 temporisation lorsque l'organe de commande est sollicité afin d'enclencher un délai de temporisation (T1), - à activer le moyen de déverrouillage de la serrure lorsque ledit organe d'activation est sollicité pendant le délai de temporisation (T1), -et à inhiber le dispositif de signalisation pendant le délai de temporisation précité (T1) de telle sorte
30 que ce dispositif de signalisation ne peut être activé que si ledit organe d'activation est sollicité hors du délai de temporisation (T1).

 Selon l'invention, un nouveau délai de temporisation (T1) ne peut de préférence être enclenché qu'après écoulement d'un délai de sécurité

(T3) faisant suite soit à un délai de temporisation antérieur (T1) préalablement enclenché lorsque ledit organe d'activation n'a pas été sollicité pendant le délai de temporisation (T1), soit dès l'activation du moyen de déverrouillage de la serrure lorsque ledit organe d'activation a été sollicité pendant le délai de temporisation (T1).

Selon l'invention, le procédé consiste de préférence à prolonger l'inhibition du dispositif de signalisation pendant un délai de protection (T2) faisant suite soit à un délai de temporisation antérieur préalablement enclenché (T1) lorsque ledit organe d'activation n'a pas été sollicité pendant le délai de temporisation (T1), soit dès l'activation du moyen de déverrouillage de la serrure lorsque ledit organe d'activation a été sollicité pendant le délai de temporisation (T1).

Selon l'invention, le délai de protection précité (T2) est inférieur au délai de sécurité précité (T3).

Selon l'invention, le procédé peut avantageusement consister à activer ledit dispositif d'avertissement selon un mode de fonctionnement différent et/ou à activer ledit moyen de déverrouillage lorsqu'un organe de commande complémentaire est sollicité.

Selon l'invention, le dispositif de signalisation peut avantageusement être apte à activer ledit moyen de déverrouillage après avoir été sollicité.

La présente invention sera mieux comprise à l'étude d'un système de sécurité et de son fonctionnement, décrits à titre d'exemples non limitatifs et illustrés par le dessin sur lequel :

- la figure 1 représente un schéma général d'un système de sécurité selon l'invention ;
- les figures 2 à 5 représentent différents chronogrammes de fonctionnement du système de sécurité de la figure 1 ;
- et la figure 6 représente un schéma général d'une variante de réalisation dudit système de sécurité.

En se reportant à la figure 1, on peut voir qu'on a représenté un système de sécurité 1 destiné à être installé et utilisé par une ou des personnes vivant dans un domicile.

Ce système de sécurité 1 comprend un dispositif d'avertissement 2 comprenant par exemple un carillon 2a, placé à l'intérieur du domicile, associé à un organe de commande extérieur 3 muni d'un bouton poussoir extérieur 3a.

5 Le bouton de commande extérieur 3a est placé à proximité d'une porte 4 d'accès au domicile. Cette porte 4 est munie d'une serrure à commande électrique 5 par exemple à électro-aimant qui comprend un moyen de déverrouillage 6 actionnant cet électro-aimant.

10 Le système de sécurité 1 comprend en outre un dispositif 7 de signalisation ou d'appel à l'aide qui peut être par exemple constitué par une sirène placée à l'extérieur du domicile et/ou un transmetteur téléphonique de transmission d'un message d'appel à l'aide relié au réseau téléphonique public pour avertir à distance un ou plusieurs correspondants ou un centre de surveillance ou de secours.

15 Le dispositif de sécurité 1 comprend également un boîtier portatif 8, tel qu'un médaillon, ou tout objet susceptible d'être aisément porté par une personne. Ce boîtier portatif 8 renferme un circuit électronique 9 alimenté par exemple par une batterie 10 et est muni d'un organe d'activation 11 tel qu'un bouton poussoir relié au circuit électronique 9.

20 D'une manière générale et de façon connue en soi, dans l'exemple présentement décrit, les composants précités du système de sécurité 1 comprennent des circuits électroniques munis d'émetteurs et/ou de récepteurs radioélectriques afin qu'ils puissent être reliés et ainsi communiquer entre eux par voie radioélectrique en échangeant des
25 signaux radioélectriques spécifiquement codés. Plus particulièrement, l'organe de commande extérieur 3 est relié par voie radioélectrique au circuit électronique 9 du boîtier portatif 8 et ce dernier est relié par voie radioélectrique au moyen de déverrouillage 6 de la porte 4, au dispositif d'avertissement 2 et au dispositif de signalisation 7, le boîtier portatif 8
30 jouant ainsi le rôle d'une centrale.

Le circuit électronique 9 du boîtier portatif 8 est programmé pour reconnaître le signal radioélectrique émis par l'organe de commande extérieur 3 par comparaison à un signal attendu contenu dans une

mémoire de code C1 et est programmé pour gérer des ordres de commande comme on le décrira plus loin.

5 Le circuit électronique 9 du boîtier portatif 8 est aussi adapté pour être soumis à un délai de temporisation T1, à un délai de protection T2 et à un délai de sécurité T3 d'une durée supérieure au délai T2, ces
délais étant de préférence réglables grâce par exemple à des potentiomètres 12, 13 et 14 inclus dans le boîtier portatif 8.

Le système de sécurité 1 qui vient d'être décrit peut, dans un exemple, être programmé pour fonctionner de la manière suivante.

10 En se reportant à la figure 2, on va décrire comment fonctionne le système de sécurité 1 dans le cas où le bouton 3a de l'organe de commande 3 n'est pas sollicité.

Si la personne munie du boîtier portatif 8 sollicite l'organe d'activation 11 de ce boîtier à un moment quelconque, le circuit
15 électronique 9 émet un signal radioélectrique 15 qui, étant reçu et compris par le dispositif de signalisation 7, active ce dernier pour émettre un signal 16 d'appel à l'aide. Dans le cas d'une sirène extérieure, cette sirène est activée et dans le cas d'un transmetteur téléphonique, ce transmetteur téléphonique est activé de façon à prendre
20 automatiquement une ligne téléphonique vers au moins un numéro d'appel particulier et transmettre un message d'appel à l'aide.

En se reportant à la figure 3, on va maintenant décrire le cas où le bouton 3a de l'organe de commande 3 est sollicité et l'organe d'activation 11 du boîtier portatif 8 n'est pas sollicité.

25 Lorsque le bouton 3a de l'organe de commande extérieur 3 est sollicité par une personne placée à l'extérieure du domicile, cet organe 3 émet un signal radioélectrique 17 qui, étant reçu et compris par le circuit électronique 9 du boîtier portatif 8, enclenche le délai de temporisation T1 et émet un signal vers le dispositif d'avertissement 2 pour activer le
30 carillon 2a selon la référence 18.

A la fin du délai de temporisation T1, le circuit électronique 9 du boîtier portatif 8 émet un signal qui, étant reçu par le dispositif d'avertissement 2, désactive le carillon 2a et le circuit électronique 9 enclenche le délai de sécurité T2 et le délai de protection T3.

Pendant la durée correspondant à l'addition du délai de temporisation T1 et du délai de sécurité T3, toute nouvelle sollicitation du bouton 3a de l'organe de commande extérieur 3 n'est pas prise en compte par le circuit électronique 9 du boîtier portatif 8.

5 Au terme de cette durée, c'est-à-dire au terme du délai T3, le système 1 se retrouve dans l'état décrit en référence à la figure 2.

En se reportant à la figure 4, on va maintenant décrire le cas où le bouton 3a de l'organe de commande extérieur 3 est sollicité et/ou l'organe d'activation 11 du boîtier portatif 8 est sollicité par le délai de temporisation T1.

10

Comme dans le cas décrit en référence à la figure 3, le signal 17 émis par l'organe de commande extérieur 3, suite à une sollicitation du bouton 3a par une personne extérieure au domicile, commande le démarrage du délai de temporisation T1 du circuit électronique 9 du boîtier portatif 8 et ce circuit 9 émet un signal de commande du dispositif d'avertissement 2 pour activer le carillon 2a selon la référence 18.

15

Si la personne munie du boîtier portatif 8 sollicite l'organe d'activation 11 de ce boîtier au cours du délai de temporisation T1 selon la référence 19, à savoir au bout d'une durée t, son circuit électronique 9 émet un signal radioélectrique qui, étant reçu et compris par le moyen de déverrouillage 6, provoque le déverrouillage de la serrure électrique 5 selon la référence 20. La personne extérieure est alors autorisée à pénétrer dans le domicile.

20

Egalement, lorsque la personne sollicite l'organe d'activation 11 du boîtier portatif 8, le circuit électronique 9 de ce boîtier enclenche le délai de protection T2 et le délai de sécurité T3.

25

Pendant ce délai de protection T2, toute nouvelle sollicitation de l'organe d'activation 11 n'a aucun effet. Par contre, au terme de ce délai de protection T2, une sollicitation 19a de l'organe d'activation 11 du boîtier 8 engendre l'activation du dispositif de signalisation 7 selon la référence 16a.

30

Pendant une durée correspondant à l'addition du délai t et du délai de sécurité $T3$, toute nouvelle sollicitation du bouton 3a de l'organe de commande extérieur 3 ne produit aucun effet.

5 Au terme de cette durée, c'est-à-dire au terme du délai $T3$, le système 1 se retrouve dans l'état décrit en référence à la figure 2.

En se reportant à la figure 5, on voit qu'on a représenté le cas de la figure 3, dans lequel cependant l'organe d'activation 11 du boîtier portatif 8 est sollicité après le délai de temporisation $T1$ mais avant la fin du délai de sécurité $T3$.

10 Si l'organe d'activation 11 du boîtier portatif 8 est sollicité pendant le délai de protection $T2$, cette sollicitation n'a aucun effet.

Comme selon la figure 4, si l'organe d'activation 11 du boîtier portatif 8 est sollicité après la fin du délai de protection $T2$, le circuit électronique 9 du boîtier portatif 8 émet un signal de commande du
15 dispositif de signalisation 7 pour appeler à l'aide comme dans le cas décrit en référence à la figure 2.

Les modes de fonctionnement du système de sécurité 1, tels que décrits ci-dessus, peuvent donc être résumés de la manière suivante.

20 Lorsque le bouton 3a de l'organe de commande extérieur 3 n'est pas sollicité, toute sollicitation de l'organe d'activation 11 du boîtier portatif 8 engendre l'activation du dispositif de signalisation ou d'appel à l'aide 7.

Lorsque le bouton 3a de l'organe de commande 3 est sollicité pour une première fois, toute nouvelle sollicitation de ce bouton est
25 inhibée pendant une durée égale au plus à l'addition du délai de temporisation $T1$ et du délai de sécurité $T3$. Dans le cas où l'organe d'activation 11 du boîtier portatif 8 est sollicité pendant le délai de temporisation $T1$, la durée de cette inhibition est égale à l'addition de la durée t précitée et du délai de sécurité $T3$.

30 Lorsque le bouton 3a de l'organe de commande extérieur 3 est sollicité, toute activation du dispositif de signalisation et d'appel à l'aide 7 est inhibée pendant une durée égale au plus à l'addition du délai de temporisation $T1$ et du délai de protection $T2$. Dans le cas où l'organe d'activation 11 du boîtier portatif 8 est sollicité pendant le délai de

temporisation T1, la durée de cette inhibition est égale à l'addition de la durée t précitée et du délai de sécurité T2.

En se reportant à la figure 6, on peut voir qu'on a représenté un système de sécurité 21 différent du système de sécurité 1 qui vient d'être décrit par le fait qu'il comprend d'une part une centrale 22 fixe et d'autre part un boîtier portatif 23, tel qu'un médaillon, susceptible d'être aisément porté par une personne comme l'était le boîtier portatif 8 et relié par voie radioélectrique à la centrale 22, cette centrale 22 et le boîtier portatif 23 étant fonctionnellement équivalents au boîtier portatif 8.

La centrale 22 comprend un circuit électronique 24 incluant un émetteur-récepteur radioélectrique et adapté pour être soumis à un délai de temporisation T1, à un délai de protection T2 et à un délai de sécurité T3 d'une durée supérieure au délai T2, ces délais étant éventuellement réglables.

Dans cet exemple, un moyen de déverrouillage 6 porté par une porte 4 relié au circuit électronique 24 par voie filaire et le dispositif d'avertissement 2, tel qu'un carillon, est également relié au circuit électronique 24 par voie filaire via un circuit d'adaptation de modulation 25.

Le boîtier portatif 23 comprend un circuit électronique 26 incluant un émetteur radioélectrique, alimenté par une pile 27, auquel est relié un organe d'activation 11 tel qu'un bouton poussoir.

Le circuit électronique 24 de la centrale 22 est programmé pour reconnaître le signal radioélectrique émis par le boîtier portatif 23 lorsque cet organe d'activation 11 est sollicité, par comparaison à un signal attendu contenu dans une mémoire de code C2.

Ainsi constitué, le système de sécurité 21 fonctionne comme le système de sécurité 1, conformément aux chronogrammes des figures 2 à 5.

En complément, le système de sécurité 21 peut comprendre au moins un boîtier portatif supplémentaire 28 susceptible d'être attribué à une personne autorisée.

Ce boîtier portatif supplémentaire 28 comprend un circuit électronique 29 incluant un émetteur radioélectrique, alimenté par une pile 30, auquel est relié un organe d'activation 31 tel qu'un bouton poussoir.

5 Le circuit électronique 24 de la centrale 22 est programmé pour reconnaître le signal radioélectrique émis par le boîtier portatif 28 lorsque son organe d'activation 31 est sollicité, par comparaison à un signal attendu contenu dans une mémoire de code C3.

10 Lorsque la personne autorisée se présente à l'extérieur de la porte 4 et qu'elle sollicite l'organe d'activation 31 de son boîtier 28, le circuit électronique 24 de la centrale 22, ayant reçu et compris le signal émis par ce boîtier 28, envoie un ordre de commande au circuit de déverrouillage 6 de la porte 4 pour autoriser l'ouverture de cette dernière et en même temps commande le dispositif d'avertissement 2 via le circuit
15 d'adaptation de modulation 25 de telle sorte que le carillon 2a émette un son différent de celui qu'il émet à la suite d'une sollicitation du boîtier extérieur 3, ce afin d'avertir l'occupant du domicile de son entrée.

20 Par ailleurs, le dispositif de signalisation peut avantageusement comprendre un transmetteur téléphonique 32 relié téléphoniquement à une agence de surveillance 33.

25 Dans le cas où une personne autorisée munie d'un boîtier portatif spécialement codé pour activer le transmetteur téléphonique 32 via la centrale 22 programmée à cet effet et appeler cette agence 33, un opérateur peut éventuellement actionner à distance le moyen de déverrouillage 6 de la porte 4, via le transmetteur téléphonique 32 et la centrale 22 programmée à cet effet, afin de permettre à ladite personne de pénétrer dans le domicile.

30 La présente invention ne se limite pas aux exemples ci-dessus décrits. Bien d'autres variantes de réalisation de l'invention sont possibles sans sortir du cadre défini par les revendications annexées.

REVENDICATIONS

1. Procédé de fonctionnement d'un système de sécurité comprenant un dispositif d'avertissement (2) déclenchable par un organe de commande (3), un organe d'activation (11) d'un dispositif de signalisation (7) et un moyen de déverrouillage (6) d'une serrure (5) à
5 commande électrique, caractérisé par le fait qu'il consiste :

- à activer un organe de temporisation lorsque l'organe de commande est sollicité afin d'enclencher un délai de temporisation (T1),
- à activer le moyen de déverrouillage de la serrure lorsque ledit organe d'activation est sollicité pendant le délai de temporisation (T1),
10 - et à inhiber le dispositif de signalisation pendant le délai de temporisation précité (T1) de telle sorte que ce dispositif de signalisation ne peut être activé que si ledit organe d'activation est sollicité hors du délai de temporisation (T1).

2. Procédé selon la revendication 1, caractérisé par le fait qu'un
15 nouveau délai de temporisation (T1) ne peut être enclenché qu'après écoulement d'un délai de sécurité (T3) faisant suite soit à un délai de temporisation antérieur (T1) préalablement enclenché lorsque ledit organe d'activation n'a pas été sollicité pendant le délai de temporisation (T1), soit dès l'activation du moyen de déverrouillage de
20 la serrure lorsque ledit organe d'activation a été sollicité pendant le délai de temporisation (T1).

3. Procédé selon l'une des revendications précédentes, caractérisé par le fait qu'il consiste à prolonger l'inhibition du dispositif de signalisation pendant un délai de protection (T2) faisant suite soit à un
25 délai de temporisation antérieur préalablement enclenché (T1) lorsque ledit organe d'activation n'a pas été sollicité pendant le délai de temporisation (T1), soit dès l'activation du moyen de déverrouillage de la serrure lorsque ledit organe d'activation a été sollicité pendant le délai de temporisation (T1).

30 4. Procédé selon les revendications 2 et 3, caractérisé par le fait que le délai de protection précité (T2) est inférieur au délai de sécurité précité (T3).



5. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, caractérisé par le fait qu'il consiste à activer ledit dispositif d'avertissement (2) selon un mode de fonctionnement différent et/ou à activer ledit moyen de déverrouillage (6) lorsqu'un organe de commande complémentaire (28) est sollicité.

5

6. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, caractérisé par le fait que le dispositif de signalisation (7) est apte à activer ledit moyen de déverrouillage (5) après avoir été sollicité.

10

1/4

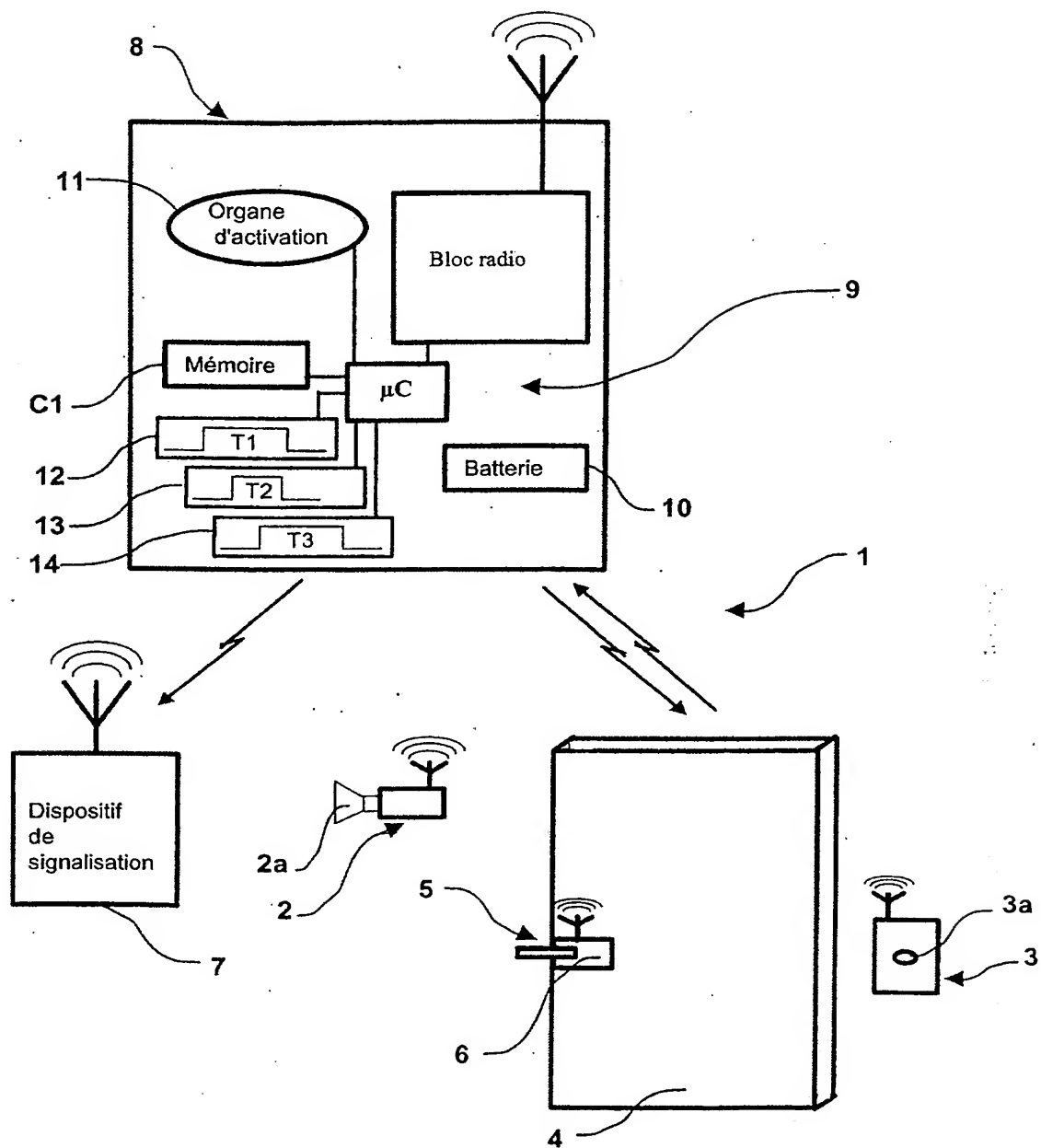


FIGURE 1



2/4

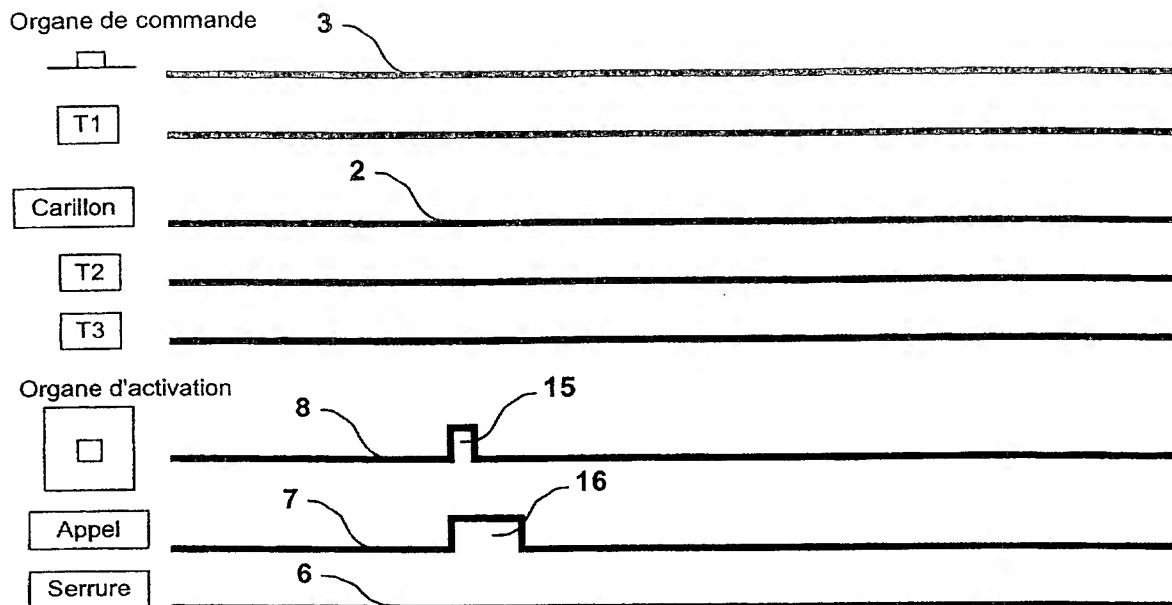


FIGURE 2

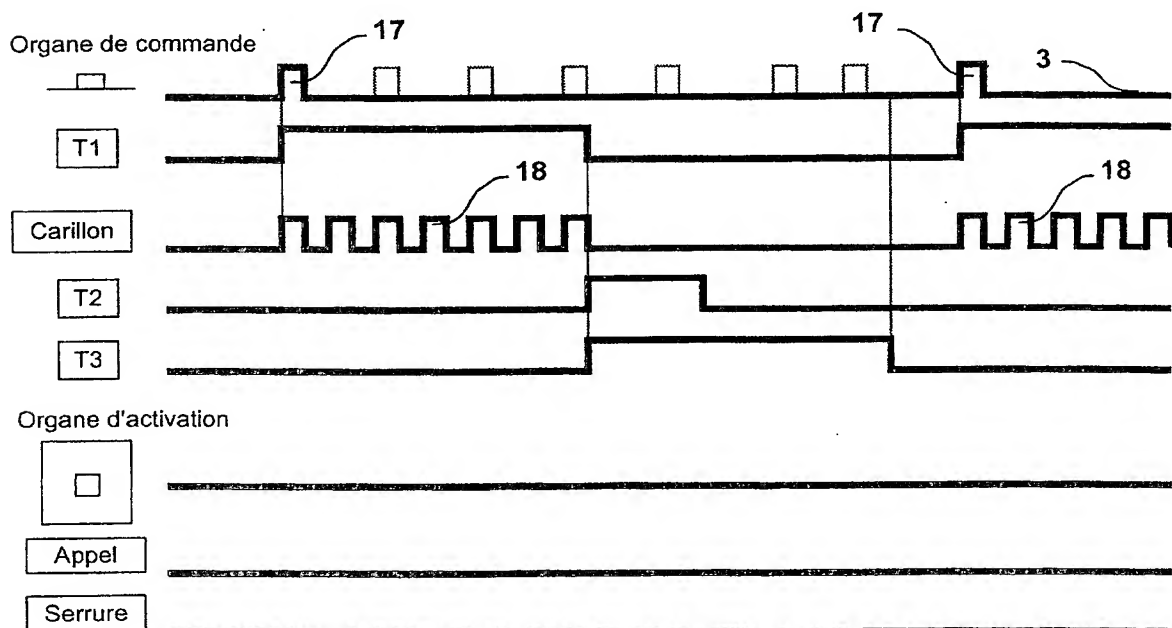


FIGURE 3

3/4

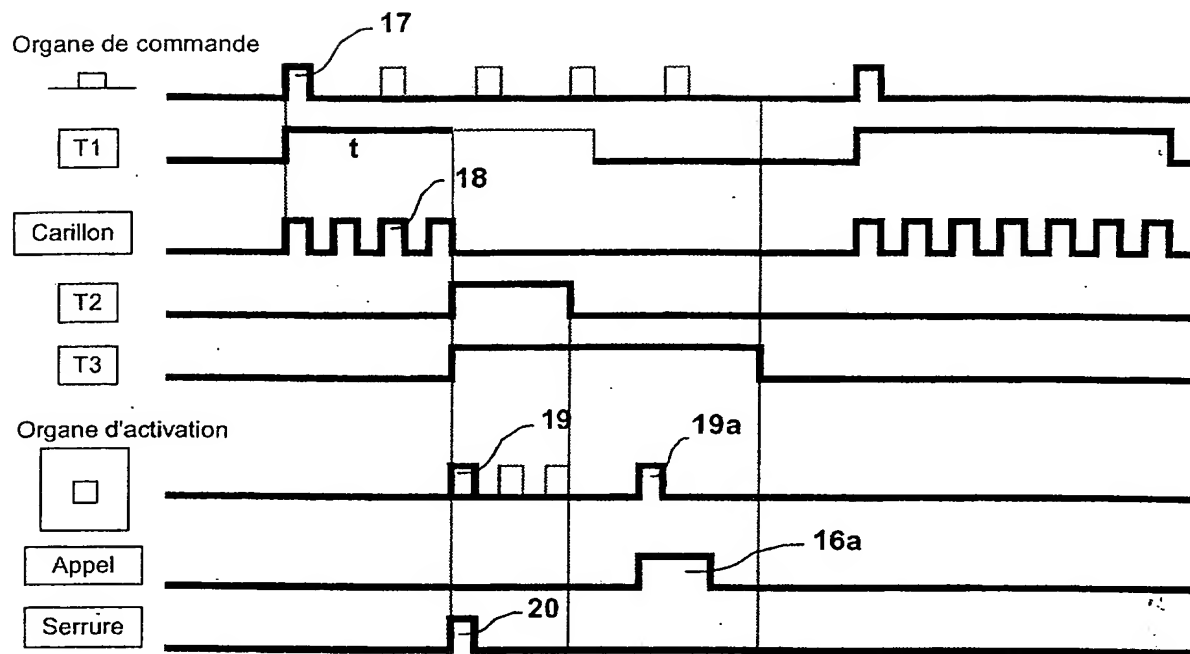


FIGURE 4

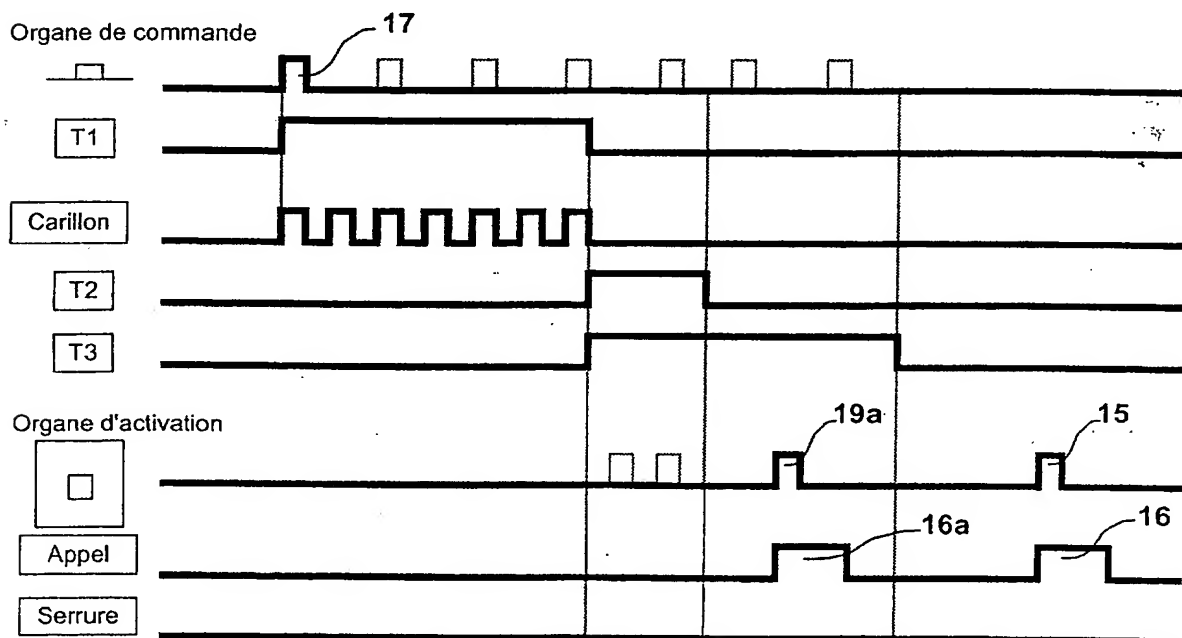


FIGURE 5

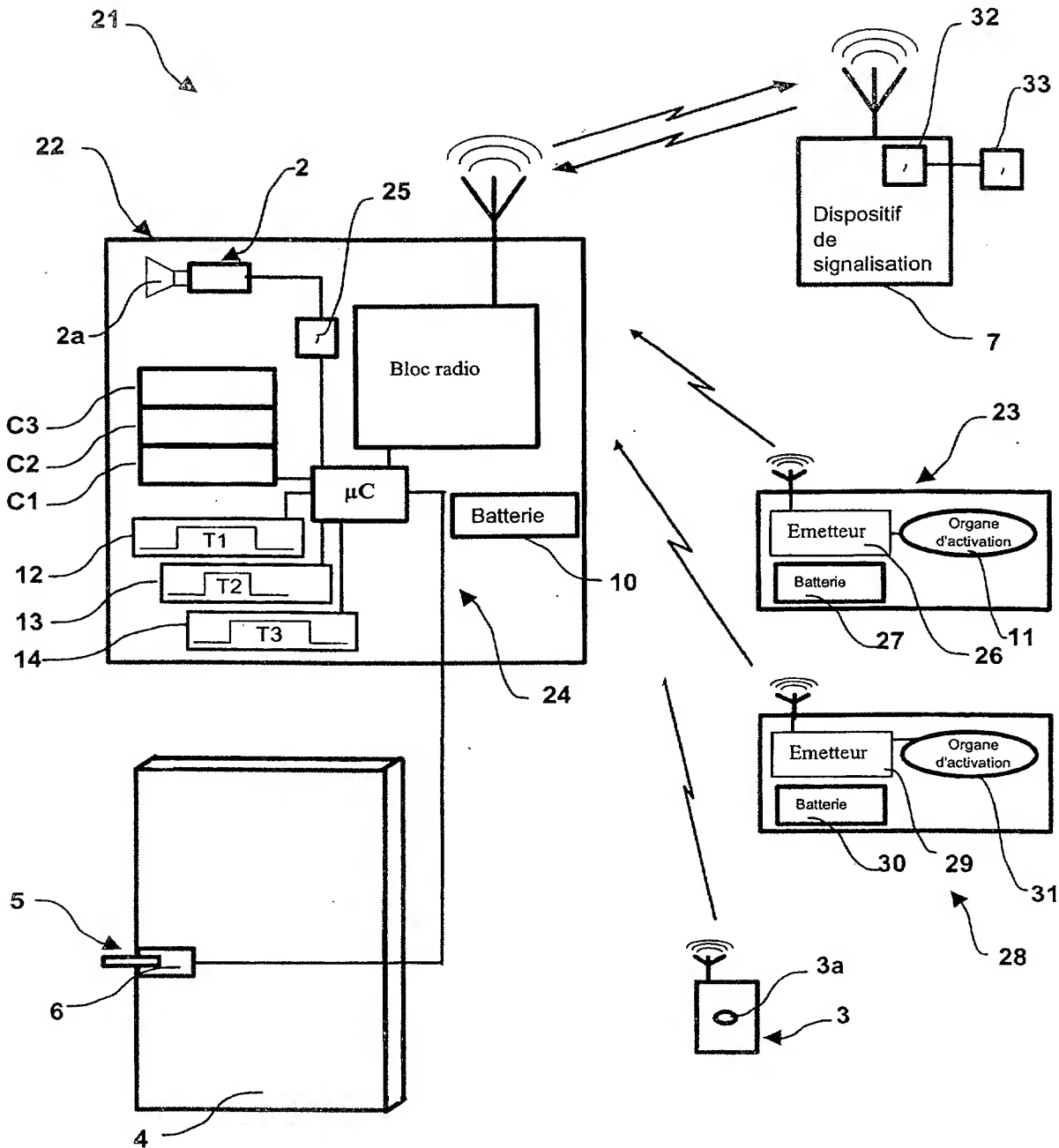


FIGURE 6



DÉPARTEMENT DES BREVETS

26 bis, rue de Saint Pétersbourg
75800 Paris Cedex 08

Téléphone : 33 (1) 53 04 53 04 Télécopie : 33 (1) 42 94 86 54

BREVET D'INVENTION**CERTIFICAT D'UTILITÉ**

Code de la propriété intellectuelle - Livre VI



N° 11235*03

DÉSIGNATION D'INVENTEUR(S) Page N° 1.../1...**INV**(À fournir dans le cas où les demandeurs et
les inventeurs ne sont pas les mêmes personnes)

Cet imprimé est à remplir lisiblement à l'encre noire

DB 113 @ W / 270601

Vos références pour ce dossier (facultatif)		B 03/1270 FR-LD
N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL		0306690
TITRE DE L'INVENTION (200 caractères ou espaces maximum)		
Procédé de fonctionnement d'un système de sécurité pour la protection des personnes et des biens.		
LE(S) DEMANDEUR(S) :		
Société Anonyme dite : ATRAL		
DESIGNE(NT) EN TANT QU'INVENTEUR(S) :		
1	Nom	MALOT
	Prénoms	Jean
Adresse	Rue	650 route du Bouloud
	Code postal et ville	13 8 4 1 0 SAINT MARTIN D'URIAGE
Société d'appartenance (facultatif)		
2	Nom	VILLEROY
	Prénoms	Jean-Pierre
Adresse	Rue	rue Passe-Rivière
	Code postal et ville	13 8 4 1 0 VAULNAVEY-LE-BAS
Société d'appartenance (facultatif)		
3	Nom	MOREY
	Prénoms	Gilles
Adresse	Rue	200, Chemin des Crêts de Chaume
	Code postal et ville	13 8 3 3 0 SAINT ISMIER
Société d'appartenance (facultatif)		
S'il y a plus de trois inventeurs, utilisez plusieurs formulaires. Indiquez en haut à droite le N° de la page suivi du nombre de pages.		
DATE ET SIGNATURE(S) DU (DES) DEMANDEUR(S) OU DU MANDATAIRE (Nom et qualité du signataire)		Paris, le 3 Juin 2003
		Gabriel DE KERNIER, b 98 0501 i Conseil en Propriété Industrielle

Document Filed By:

Young & Thompson

745 South 23rd Street

Arlington, Virginia 22202

Telephone 703/521-2297

SN 01801535 Filed Mar. 17, 2004

THIS PAGE BLANK (USPTO)

This Page Is Inserted by IFW Operations
and is not a part of the Official Record

BEST AVAILABLE IMAGES

Defective images within this document are accurate representations of the original documents submitted by the applicant.

Defects in the images may include (but are not limited to):

- BLACK BORDERS
- TEXT CUT OFF AT TOP, BOTTOM OR SIDES
- FADED TEXT
- ILLEGIBLE TEXT
- SKEWED/SLANTED IMAGES
- COLORED PHOTOS
- BLACK OR VERY BLACK AND WHITE DARK PHOTOS
- GRAY SCALE DOCUMENTS

IMAGES ARE BEST AVAILABLE COPY.

**As rescanning documents *will not* correct images,
please do not report the images to the
Image Problem Mailbox.**

THIS PAGE BLANK (USPTO)